

Serge Audier, *La pensée anti-68. Essai sur les origines d'une restauration intellectuelle*, Paris, La Découverte, 2008, 375 p.

François Chaubet

La pensée anti-68 est plurielle, elle a occupé, du fait notamment de ce pluralisme (des communistes jusqu'à l'extrême-droite), depuis une trentaine d'années, presque continûment l'espace intellectuel médiatique et intellectuel avant de s'emparer des discours politiques (propos de campagne présidentielle du candidat Nicolas Sarkozy) : en bonne logique gramscienne, il fallut d'abord conquérir l'hégémonie culturelle pour songer à imposer, politiquement, le rejet de 68 (laxisme des mœurs, perte du goût de l'effort, déclin du respect à l'égard des traditions culturelles). Tel est le constat de Serge Audier, spécialiste de philosophie politique (de l'histoire du libéralisme et du républicanisme) dans un livre vif de ton, mais toujours fort bien informé, ambitieux – ce n'est pas moins qu'un très large pan de la vie intellectuelle française et américaine de la fin du XX^e siècle qui est ainsi couvert-mais sans lourdeur excessive. Cette thèse, très solidement étayée, vient conforter à son tour le propos plus cursif qui avait été celui de Daniel Lindenberg, il y a quelques années (2002), dans son *Le rappel à l'ordre Enquête sur les nouveaux réactionnaires*.

L'ouvrage se concentre sur les trois grands courants intellectuels qui polarisent cette pensée anti-68, à la fois éclatée sur le plan politique, mais réunie finalement au sein d'un spectre idéologique commun défini par un néo-conservatisme moral pessimiste. Le propos pourra faire sursauter au premier abord, puisque trois tendances politiques disparates sont en effet amenées à partager des références communes, une droite et une extrême droite (rôle de Jules Monnerot au sein du Club de l'Horloge fondé en 1974, penseurs catholiques traditionalistes tels Jean Brun ou Tomas Molnar, le GRECE), des libéraux conservateurs (autour des revues *Contrepoint* et *Commentaire*), enfin des penseurs dits « républicains » (Régis Debray, Marcel Gauchet, Pierre-André Taguieff). Quelle est donc alors la basse continue de tous ces discours ? Audier repère ainsi la dénonciation obsédante d'un individualisme égotiste, aux passions tristes (la consommation) ou sans grandeur (narcissisme paisible), indifférent donc à toute *virtu* citoyenne, la crainte ici d'un cosmopolitisme abstrait (l'antiracisme), là d'une politique dénationalisée (le leurre européen ou américain). Car à l'exception d'un petit courant qui, s'il liquide toute la dimension de critique sociale contenu dans 68, n'en valorise pas moins, pour son compte, la nouvelle figure de l'individu hédoniste née de la révolte de Mai (chez Gilles Lipovetsky dans son *Ere du vide* en 1983 ou chez un Jean-François Revel), les critiques de 68 se rejoignent presque tous dans la condamnation de la figure du nouvel *homo democraticus* tel que le décrit le sociologue américain Christopher Lasch dans *La culture du narcissisme*, véritable ectoplasme intellectuel et moral, triste héraut d'une société de plus en plus privatisée, sans mémoire et sans vigueur morale.

Chronologiquement, les attaques contre 68 correspondent à des vagues successives qui voient débiter l'assaut de l'extrême droite intellectuelle dès les premiers moments (traditionalisme chrétien d'un Jean Brun), relayé ensuite par le courant libéral-conservateur (en provenance des Etats-Unis et de personnalités telles Léo Strauss ou Allan Bloom) par le biais de deux revues, *Contrepoint* (née en 1970 avec son animateur principal, Georges Liébert) et *Commentaire* (créée en 1978), parachevé par l'entrée en scène des « Républicains » quand Régis Debray rédige sa *Modeste contribution aux discours et cérémonies officielles du dixième anniversaire* en 1978 ou lorsque Marcel Gauchet commet un article séminal, « Les droits de l'homme ne sont pas une politique », dans le premier

numéro du *Débat* en 1980. Le tableau des forces hostiles à 68 est ainsi déjà complet pour l'essentiel qui voit donc une partie de la gauche intellectuelle, dès 1978-1981, rejoindre le camp néoconservateur de droite et de centre-droit sur le plan des constats historico-philosophiques.

A penser ainsi de manière impavide, « tout terriblement » selon la devise d'Apollinaire, l'auteur ne craint pas d'affronter la polémique ; ce genre d'ouvrage pourrait facilement verser dans le règlement de compte ; mais ici la mise en œuvre d'une salubre rigueur intellectuelle suffit, par contraste, à renvoyer aux ombres platoniciennes bon nombre de ces « penseurs » anti-68. Toute une littérature essayiste, dépourvue du moindre souci de la preuve que serait le recours à l'enquête et aux témoignages (de Jean Sévilla à Nicolas Baverez, d'Yves Roucaute à Henri Guaino ou Jean-Claude Michéa), prise dans les sortilèges d'un discours « apocalyptique » (U. Eco) sur les méfaits de l'individualisme contemporain (culte du succès médiocre, relativisme moral, ruine du langage et de la pensée), ne ressort pas grandie de l'examen. Plus cruellement encore, pour un ouvrage a priori assez ambitieux, le livre de Luc Ferry et d'Alain Renaut, *la Pensée 68* (1985), révèle une somme d'erreurs biographiques doublée, surtout, d'une forme d'aveuglement intellectuel assez stupéfiant : imputer à des penseurs, qualifiés pour l'essentiel de « structuralistes », une responsabilité (ou des affinités électives) avec un événement historique d'inspiration humaniste (68, c'est la victoire de Sartre contre les « structures ») et anti-technocratique, confond, à raison, l'auteur. De même, chez un Marcel Gauchet, auteur qui ne passe pas pourtant pour fantaisiste, Serge Audier constate aussi d'identiques facilités d'analyse sur le phénomène individualiste, sans que jamais soit mobilisée la moindre enquête sociologique et historique, sans que l'ombre de chiffres ou de statistiques ne viennent un peu nuancer le propos. Par ce simple rappel à l'exigence intellectuelle (règles de l'administration de la preuve, mobilisation minimale des travaux en sciences sociales et en histoire), l'ouvrage dégonfle beaucoup de baudruches. Au total, peu de substance chez tout un ensemble d'auteurs qui, à titre divers, ont mobilisé l'attention des médias ces vingt dernières années, mais dont les travaux s'avèrent passablement caricaturaux tant le propos concentré sur l'individualisme dépolitisé et apaisé se révèle décontextualisé : les années soixante et soixante-dix sont présentées sur le mode d'un « grand fleuve tranquille » sans tensions (sociales, internationales), les acteurs dépolitisés (le Mai ouvrier n'existe pas, la jeunesse semble uniquement préoccupée désormais par l'exploration de ses surfaces). Les travaux de Xavier Vigna sur « l'insubordination ouvrière » des années 1965-1979 viennent, rétrospectivement, mettre en pièces cette vision d'une société douceâtre et ludique.

A contrario, Audier touche juste, dans la mesure où il ne simplifie pas à l'excès, exhume des beaux livres oubliés (*La conquête des pouvoirs* de Gilles Martinet), éclaire à neuf des auteurs déformés par la vulgate (Hannah Arendt s'enthousiasme pour 68), lit attentivement les textes (ce qui lui permet de réhabiliter Raymond Aron qui ne fut pas totalement hostile à 68), suit les trajectoires intellectuelles de quelques uns des protagonistes clés pour ne pas schématiser a priori des pensées (les cas de Pierre Manent et Marcel Gauchet essentiellement). A ce titre (peut-être le moment le plus passionnant du livre), la discussion sur « Mai 68 ou la crise du civisme républicain », au chapitre 14, analyse de l'évolution intellectuelle de Gauchet pour l'essentiel, revient très clairement sur les conditions de la rupture entre Claude Lefort et l'auteur du *Désenchantement du monde* au début des années quatre-vingt ; elle montre les références conservatrices, plus ou moins cachées, qui alimentent alors et nourriront par la suite la pensée critique de l'individualisme contemporain chez Gauchet (l'influence des travaux de Louis Dumont et de ceux de Christopher Lasch).

Plus largement, servi par une excellente connaissance de la pensée contemporaine, la force du livre tient dans sa capacité à cartographier précisément, à travers notamment l'examen des revues, les positions intellectuelles depuis quarante ans, aussi bien aux Etats-Unis qu'en

Europe. Il répertorie donc les emprunts français à la philosophie politique allemande (*Contrepoint* introduit Carl Schmitt), américaine (Léo Strauss) et à la sociologie états-unienne de l'individualisme contemporain (depuis Riesman et Bell jusqu'à Sennet et Lasch) afin de recomposer la galaxie néoconservatrice de droite et de gauche dans l'Hexagone. On connaît assez bien, depuis une dizaine d'années, les figures de Léo Strauss, d'Allan Bloom ou d'Harvey Mansfield pour lesquels la revue *Commentaire* (et Pierre Manent en particulier) a été un relais privilégié en France. On sait peut-être un peu moins, en revanche, le rôle joué par cette sociologie (pessimiste) américaine de l'individualisme dans la deuxième moitié du XX^e siècle sur certains auteurs français tels un Marcel Gauchet. Les livres de Daniel Bell, *Les contradictions culturelles du capitalisme* paru en France en 1979, de Richard Sennet sur les *Tyrannies de l'intimité* (1979 en France) ou de C. Lasch, *Le complexe de narcissisme* (1981 en France), montrent la montée de l'anonymat social, le désintérêt pour la chose publique (surtout chez Sennet) et l'individu de plus en plus déconnecté du reste de la société (Lasch). Tout propos inlassablement répété par les divers auteurs de la pensée anti 68.

Or, en opposition avec ce néo-conservatisme de gauche et de droite, Serge Audier rappelle une autre tradition du libéralisme, celle qui combine recherche de l'égalité et valorisation de la liberté, et qui récuse la trop schématique figure de l'individu réduit à une simple monade en liant les droits individuels à leur reconnaissance publique. Il cite pour le XIX^e siècle Stuart Mill et le Français Henry Michel, pour le XX^e siècle aussi bien les frères Rosselli et Aron que, surtout, Claude Lefort, Cornélius Castoriadis ou André Gorz. De plus, sur le plan empirique, Audier signale à nouveau l'insuffisance du constat sur la « privatisation » ; la fin du siècle est aussi le terrain où s'exprime le désir républicain de participer à la vie civique (montée du phénomène associatif, revendications en faveur de la démocratie « participative »).

Bilan remarquable par sa clarté et son ampleur, par sa tentative aussi (en partie réalisée seulement sur ce plan) de relier courants intellectuels, histoire politique et évolution de la société, ce livre apparaît d'ores et déjà comme une précieuse carte de route dans le territoire de la pensée contemporaine des quarante dernières années. Il analyse avec minutie une galaxie d'auteurs qui partagent un scepticisme plus ou moins radical à l'égard de la démocratie contemporaine, régime qui manquerait de transcendance et qui serait incapable de grand dessein. Or, une chose est de considérer la démocratie comme insatisfaisante (les attaques des *Antimodernes* depuis Baudelaire et Péguy jusqu'à Houellebecq sont souvent dévastatrices par leur brio) mais perfectible, une autre serait de l'envisager avec le mépris aristocratique de ceux que l'égalité et les revendications égalitaires révulsent.

On sort aussi de ce livre en souhaitant moins de pathos dans les propos et plus de passion pour la réalité historique (péché mignon de l'essai à la française), moins de propos strictement disciplinaires et davantage de brassage dans les savoirs. Plus de lucidité historique et sociologique ne ferait pas de mal à la philosophie politique et inversement sans doute. Sans vouloir statuer Raymond Aron, une relecture récente de ses *Désillusions du progrès* fait aussi mesurer la grande distance entre une analyse calme et mesurée des sociétés occidentales des années soixante et soixante-dix (son analyse du concept d'aliénation par exemple) et la grosse caisse intellectuelle utilisée par beaucoup de penseurs de l'anti-68. Pour le coup, nous sommes en droit d'être nostalgique devant cette évolution des moeurs intellectuelles.